



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Devises

L'euro repasse au-dessus de la parité avec le dollar

La monnaie européenne s'échangeait à 1,0015 dollar mercredi vers 12h30, une première depuis mi-septembre. ... • (Page 08)

Salvador

Le bitcoin est «un échec» selon une majorité de Salvadoriens

Selon une étude universitaire, trois Salvadoriens sur ... • (Page 08)



Banque Responsable

Oragroup signe les principes de l'ONU

• (Page 03)



• L'Administrateur Directeur Général d'Oragroup, Ferdinand NGON KEMOUM.

Togo / Sécurité juridique des entreprises

• (Page 04)

Le parlement légifère sur l'activité d'affacturage

Entreprises

L'OIF s'associe à la 2ème Rencontre des entrepreneurs francophones

Les 27 et 28 octobre 2022, se tient à Abidjan (Côte d'Ivoire), la 2ème édition de la ... • (Page 02)

BAD au Togo

Revue de la performance du portefeuille pays l'année 2022

Le bureau-pays du Groupe de la Banque africaine de développement au Togo invite les médias à prendre part à la clôture ... • (Page 04)

Téléphonie mobile

Celtiis, le 1er réseau 100% béninois opérationnel

A la taille des ambitions du gouvernement béninois pour une meilleure expérience de la téléphonie et du numérique, ... • (Page 06)

Détection de cas groupés d'oreillons

Le ministre de la santé rappelle plusieurs mesures d'hygiène

Pr Moustafa MIJIYAWA, ministre de la santé, informe le public de la détection de cas ... • (Page 11)



CONFÉRENCE SUR LA GESTION DES RISQUES

JEUDI 27 OCTOBRE 2022

HÔTEL MADIBA (ROUTE LOMÉ-ANEHO) A PARTIR DE 08 HEURES

INFOLINE : +228 7014 1919 / +228 9830 7777

Entreprises

L'OIF s'associe à la 2ème Rencontre des entrepreneurs francophones

Les 27 et 28 octobre 2022, se tient à Abidjan (Côte d'Ivoire), la 2ème édition de la "Rencontre des entrepreneurs francophones (REF)", organisée par l'Alliance des Patronats francophones et la Confédération générale de Côte d'Ivoire (CGECI), en partenariat avec l'OIF.



• Nicole ESSO

Cet événement sera l'occasion de présenter les premiers travaux de l'Alliance des Patronats francophones, six mois après sa création par les Accords de Tunis (mars 2022) et un an après la première édition de la REF, à Paris-Longchamp, en marge de l'université d'été du MEDEF. Plus de 1 200 participants sont attendus, dont près de 500 dirigeants d'entreprises issus des

28 organisations patronales membres ou observateurs de l'Alliance, ainsi que des décideurs politiques, représentants d'organisations internationales ou de banques régionales de développement. A travers une dizaine de tables rondes, les participants échangeront autour du renforcement des échanges et des investissements dans l'espace économique francophone, dans le but de dégager des propositions concrètes applicables à l'espace fran-

cophone sur des thématiques variées telles que les infrastructures, la libre circulation, la responsabilité sociale des entreprises, la finance, la formation professionnelle ou encore le numérique... Les débats permettront aux représentants du secteur privé d'échanger les bonnes pratiques, de coordonner leur action et de porter d'une même voix des propositions d'action, notamment en vue du Forum économique qui se tiendra à Djerba, en novembre prochain, en marge du XVIIIe Sommet de la Francophonie. Parallèlement à ces travaux, des espaces dédiés permettront aux entrepreneurs de se rencontrer, se réunir et développer leurs relations d'affaires, non loin des nombreux stands d'exposition. La Secrétaire générale de la Francophonie, Louise Mushikiwabo, ouvrira les débats de la REF d'Abidjan, à la tête d'une délégation de l'OIF. L'OIF, partenaire de l'Alliance des Patronats francophones depuis son lancement, soutient cette initiative dans le cadre de sa Stratégie économique (2020-2025) au service des économies des 88 Etats et gouvernements qui la composent.



Image du jour



• Dr. Lidi BESSI KAMA, ministre en charge des sports, reçoit l'emblématique gardien de but du Togo des années 70, Tommy Sylvestre. Elle salue la grandeur d'esprit de l'homme et sa disponibilité à accompagner le renouveau du football togolais.

AUX DECIDEURS...

Vers une politique sociale transformatrice

Les subventions sociales offrent de l'argent, mais elles ne sont pas une réponse magique aux inégalités dans les pays du Sud

Au cours des trois dernières décennies, il y a eu une prolifération de programmes de protection sociale dans les pays du Sud dans ce que certains ont qualifié de révolution du développement. Les agences internationales de développement de tous horizons idéologiques ont adopté la protection sociale comme un instrument efficace et efficient pour réduire la pauvreté et les inégalités.

L'avènement des technologies numériques a encore renforcé le soutien à la protection sociale, y compris parmi les agences de développement sceptiques à l'égard de l'administration publique locale. Les paiements peuvent être livrés par voie électronique directement dans les poches des pauvres. Cela contourne apparemment les réseaux de clientélisme et de corruption.

Ce contre-mouvement apparent dans la pensée du développement reflète un consensus croissant selon lequel la croissance économique ne conduit pas invariablement à une réduction de la pauvreté et des inégalités. La protection sociale peut jouer un rôle important pour assurer une croissance inclusive en fournissant une aide au revenu tout au long du cycle de vie.

Cependant, les mesures liées à l'emploi telles que l'assurance sociale ont une portée limitée compte tenu du chômage généralisé et de l'informalité croissante. Les femmes, en particulier, ont été exclues en raison de la discrimination fondée sur le sexe. Par conséquent, les transferts monétaires financés par des fonds publics sont un pilier essentiel de toute stratégie vers une protection sociale universelle. Et des études montrent qu'ils sont abordables à tous les stades du développement économique.

La pandémie de COVID-19 a poussé les gouvernements du monde entier à introduire des mesures de protection sociale sans précédent. Celles-ci comprenaient des paiements universels uniques, des transferts monétaires à court terme pour les travailleurs informels et l'extension de la responsabilité de l'employeur. Cependant, la pandémie a également révélé la fragilité des systèmes de protection sociale.

À l'échelle mondiale, la plupart des mesures contre le COVID-19 ont été à court terme. Mais les organisations de la société civile de certains pays se sont mobilisées pour qu'elles soient institutionnalisées et élargies grâce à une garantie de revenu de base universelle.

Les partisans de la subvention soutiennent qu'elle comblerait les fissures du système de protection sociale. Ceux-ci excluent largement les adultes valides en âge de travailler.

Cela permettrait également aux personnes de poursuivre des activités plus significatives en dehors du marché du travail, telles que le travail de soins non rémunéré. Enfin, il a le potentiel de stimuler l'activité économique et d'augmenter les investissements, tout en favorisant la cohésion sociale.

Cependant, les critiques soulignent qu'une garantie de revenu de base universel n'a de sens que si elle est fixée à un niveau suffisamment élevé pour que les bénéficiaires puissent se retirer du marché du travail. De plus, son impact peut être facilement érodé par d'autres aspects de la vie tels que la marchandisation des services publics.

Et enfin, elle peut être insoutenable si elle finit par exonérer les employeurs de la responsabilité de fournir une protection sociale et du travail. En d'autres termes, il est important de ne pas laisser le capital s'en tirer.

La protection sociale ne peut à elle seule modifier fondamentalement l'organisation de la production et la structure de l'accumulation, qui sont au cœur de l'aggravation des inégalités.

Néanmoins, la protection sociale peut jouer un rôle transformateur dans le développement. La forme que prend la protection sociale est une question de contestation politique entre les forces sociales.

Pour l'Organisation internationale du travail, une approche exigeante impliquerait des systèmes de protection sociale universels, complets, adéquats et durables. La recommandation sur les socles de protection sociale propose l'extension de la couverture par des garanties minimales financées par des fonds publics tout au long du cycle de vie, et des prestations de meilleure qualité grâce à de nombreux instruments politiques, y compris l'assurance sociale.

Elom Nomenyo

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Banque Responsable

Oragroup signe les principes de l'ONU

Oragroup est officiellement depuis le 24 octobre 2022, signataire des Principes des Nations Unies pour une banque responsable - un cadre unique pour un secteur bancaire durable développé grâce à un partenariat entre des banques du monde entier et l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP FI).

• Joël YANCLO

Les Principes constituent le cadre principal qui garantit que la stratégie et les pratiques des banques s'alignent sur la vision que la société a définie pour son avenir dans les Objectifs de développement durable des Nations Unies et l'Accord de Paris sur le climat. Les banques qui ont signé les Principes s'engagent à être ambitieuses dans leurs stratégies de durabilité, en s'efforçant d'intégrer la durabilité au cœur de leurs activités, tout en leur permettant de rester à la pointe de la finance durable. En vertu des Principes, les banques signataires identifient et mesurent l'impact environnemental et social résultant de leurs activités commerciales, fixent et mettent en œuvre des objectifs là où ils ont l'impact le plus significatif et rendent régulièrement compte publiquement de leurs progrès. Les Principes fournissent un cadre permettant aux banques de comprendre systématiquement les risques et de saisir les opportunités découlant de la transition vers des économies plus durables. Les signataires des Principes assument un rôle de leadership, démontrant comment les produits, services et relations bancaires peuvent soutenir et accélérer les changements

nécessaires pour parvenir à une prospérité partagée pour les générations actuelles et futures, en construisant un avenir positif pour les personnes et la planète. Ces banques rejoignent également la plus grande communauté bancaire mondiale axée sur la finance durable, partageant les meilleures pratiques et travaillant ensemble sur des conseils pratiques et des outils pionniers au profit de l'ensemble du secteur. Il s'agit d'une expérience d'une ampleur et d'une portée sans précédent à un moment où une telle ambition est d'une urgente nécessité pour faire face aux crises planétaires majeures du changement climatique, de la déforestation, de la pollution et des problèmes sociaux. Ensemble, ces efforts collectifs donneront plus de sens et d'éthique à nos objectifs de rentabilité. « Oragroup est très fier d'appartenir à ce réseau international unique, nous permettant de montrer publiquement notre engagement pour un investissement responsable, un système financier et bancaire plus durable au service de la société, de contribuer aux objectifs d'un avenir soutenable pour les générations futures, adopter et créer les meilleures pratiques et normes en matière environnementale et sociale, et devenir les moteurs d'un changement culturel qui fera



• L'Administrateur Directeur Général d'Oragroup, Ferdinand NGON KEMOUM.

une différence à long terme. Notre groupe a toujours défendu l'inclusion financière et les plus hautes valeurs éthiques. Ne pas faire partie de cette initiative n'était pas une option » a commenté l'Administrateur Directeur Général d'Oragroup, Ferdinand NGON KEMOUM.

A propos d'Oragroup

Le groupe Orabank est présent dans 12 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée Conakry, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo) et dans quatre zones monétaires (UEMOA, CEMAC, Guinée Conakry

et Mauritanie). Avec 188 agences bancaires et points de vente, une société de gestion et d'intermédiation (SGI) et 2 349 collaborateurs, le groupe Orabank offre à plus de 500 000 clients (grandes entreprises nationales et internationales, PME et particuliers) une large gamme de produits et services bancaires et financiers selon des principes de proximité et de réactivité. En visant l'inclusion financière par le déploiement de solutions innovantes, le groupe Orabank se concentre aussi sur des segments de la population à revenus modestes. Cet engagement se traduit par sa politique RSE, partie intégrante de sa stratégie et

priorité de ses organes de direction, axée sur la transition énergétique, la gestion des risques environnementaux et sociaux, le bien-être du public et de ses collaborateurs.

Les « Principes pour une banque responsable »

Les « Principes pour une banque responsable » et leur cadre de référence sont publiés à l'issue d'un processus de consultation de six mois — Approuvés par plus de 100 institutions financières avant leur lancement mondial le 22 septembre 25 juillet 2019, Genève - À

l'issue d'un processus de consultation publique de six mois, l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP FI) a publié cette semaine les versions officielles finales des Principes de l'UNEP FI pour une banque responsable et leurs documents-cadres. Les Principes ont été élaborés par un groupe central de 30 banques fondatrices dans le cadre d'un partenariat mondial innovant entre les banques et l'UNEP FI. Ils fournissent un cadre unique pour le développement d'un secteur bancaire durable. Ce faisant, les Principes définissent le rôle et la responsabilité du secteur bancaire dans la construction d'un avenir durable et dans l'alignement du secteur bancaire sur les objectifs des Objectifs de développement durable des Nations Unies et l'Accord de Paris sur le climat de 2015. Ils permettent également, et c'est important, à une banque d'intégrer la durabilité dans tous ses domaines d'activité et d'identifier où elle a le potentiel d'apporter la contribution la plus percutante à un monde durable. Ils positionnent également une banque pour tirer parti de nouvelles opportunités commerciales avec l'émergence de l'économie du développement durable.



Le Togo en chiffres					
Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6
Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimation					
Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source		
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI		
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI		
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020		
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020		
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020		
Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7		
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7		
Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100					
Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Togo / Sécurité juridique des entreprises

Le parlement légifère sur l'activité d'affacturage

L'Assemblée nationale togolaise a adopté, le 25 octobre 2022, le projet de loi uniforme relative à l'activité d'affacturage dans les Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA).

● Joël YANCLO

L'adoption de la présente loi relative à l'affacturage dans les pays membres de l'UMOA, vient à point nommé élargir le champ des instruments de financement des PME/PMI dans le cadre de mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale Togo 2025 », a déclaré le Sani YAYA, ministre de l'Economie et des Finances pour qui, « la problématique de l'accès des PME/PMI au financement bancaire reste une préoccupation majeure du Gouvernement qui ne cesse de prendre des mesures y relatives. » Plusieurs dispositifs de financement des entreprises aussi bien des secteurs formel et informel ont été mis en place par le gouvernement togolais pour répondre aux attentes du secteur privé. Dans la recherche permanente de solutions au financement de l'économie de la sous-région, la loi uniforme sur l'affacturage a été prise au niveau communautaire pour promouvoir et sécuriser l'activité d'affacturage comme un instrument utile en matière de financement des PME/PMI. La Présidente de l'Assemblée nationale a salué les efforts du gouvernement visant à aider diverses catégories d'entreprises à



faire face aux difficultés de trésorerie. Avec grand intérêt, elle a noté que « l'offre de financement que constitue l'affacturage est étendue à l'ensemble des systèmes financiers décentralisés. Il s'agit d'un outil économique pratique qui accompagnera à court et à moyen terme les très petites, petites et moyennes entreprises », a déclaré Yawa Djigbodi TSEGAN. L'affacturage, appelé couramment factoring, est une technique de gestion financière qui consiste, pour une entreprise, à confier, dans le cadre d'un contrat, la gestion de ses créances clients à une société financière appelée affactureur ou factor. L'affacturage permet ainsi à l'entreprise de rendre ses créances liquides et de récupérer de la trésorerie. L'affactureur procède, moyennant une rémunéra-

tion, au recouvrement des créances, à la gestion des encaissements et/ou à la garantie des risques clients. L'affacturage constitue ainsi une solution pérenne de financement à court et moyen termes en rendant plus liquide la trésorerie des entreprises. Il a un impact positif sur le crédit à l'économie et sur la situation financière des entreprises. En définitive, il permet à l'entreprise d'optimiser sa gestion administrative, de sécuriser sa gestion financière et à ce titre, il constitue une opportunité de financement adapté aux entreprises et un levier d'accroissement du crédit à l'économie. L'activité d'affacturage reste encore très faible du fait de l'absence d'une législation spécifique pour encadrer et sécuriser cette activité dans la sous-région et notamment au Togo, cependant, l'on constate une progression significative notamment en 2022 à la faveur de l'implantation d'un établissement financier (AFRICAN LEASE TOGO) qui en a fait une de ses activités principales.



BAD au Togo

Revue de la performance du portefeuille pays l'année 2022

Le bureau-pays du Groupe de la Banque africaine de développement au Togo invite les médias à prendre part à la clôture de l'atelier sur la revue de la performance du portefeuille pays de l'année 2022 qui aura lieu le 28 octobre 2022, à l'Hôtel 2 février de Lomé.



Togo : atelier de revue de la performance du portefeuille pays 2022

Quoi ? Atelier sur la revue de la performance du portefeuille pays de la Banque au Togo pour l'année 2022

Qui ? Le Groupe de la Banque africaine de développement et le gouvernement du Togo

Quand ? Le 28 octobre 2022, à 9 h (GMT).

Où ? À l'Hôtel 2 février de Lomé

Le bureau-pays du Groupe de la Banque africaine de développement au Togo invite les médias à prendre part à la clôture de l'atelier sur la revue de la performance du portefeuille pays de l'année 2022 qui aura lieu le 28 octobre 2022, à l'Hôtel 2 février de Lomé. L'atelier qui va se dérouler du 24 au 28 octobre 2022, réunira outre des membres du gouvernement, des partenaires techniques et financiers, le secteur privé, la société civile et autres parties prenantes concernées par la mise en œuvre des projets et programmes financés ou cofinancés par la Banque au Togo.

La session permettra d'examiner l'état de mise en œuvre du portefeuille et sera l'occasion de valider le plan d'amélioration de la performance du portefeuille pays pour l'année en cours. Ce sera également l'occasion de débattre avec les différents intervenants de l'efficacité des politiques afin d'en tirer les meilleures pratiques.

Les participants prendront part à des ateliers thématiques avec les différentes unités de gestion des projets dans le pays.

Des consultations auront également lieu avec des responsables gouvernementaux notamment des ministères clés concernés par les actions de la Banque au Togo.

Contacts médias : Solange KAMUANGA-TOSSOU, |Département de la communication et des relations extérieures| Banque africaine de développement| media@afdb.org

Togo

Vers la création d'un Ordre des professionnels de la commande publique

Au Togo, l'Autorité de régulation des marchés publics, en pleine mutation, veut voir émerger un ordre des professionnels de la gestion de la commande publique. C'est l'un des projets contenus dans le schéma de professionnalisation de la fonction de passation des marchés publics, document sur lequel des experts ont travaillé depuis plusieurs mois et qui est soumis à l'étude des acteurs impliqués, cette semaine. C'est à la faveur d'une rencontre qui s'est ouverte mardi 25 octobre 2022, et qui prend fin demain jeudi.

Les réformes envisagées par ce schéma visent notamment à réduire la lenteur dans le système de passation des marchés publics au Togo. « Les résultats des missions successives d'évaluation du système national des marchés publics ont révélé que le niveau de performance était peu satisfaisant. Il faut donc que nous créons un cadre de

gestion efficace et efficient des acquisitions. », explique Agban Yacouba Yaovi, Directeur de la formation et des appuis techniques à l'ARMP, dans le cadre des travaux. Le document à l'étude est décliné en trois piliers. Outre la création d'un ordre professionnel de la gestion de la commande publique, il inclut la création des emplois

liés à la commande publique, et un mécanisme de développement de compétences. Concrètement, « il s'agit de créer un certain nombre d'emplois qui puissent permettre que les cadres affectés à la gestion des marchés publics soient dédiés exclusivement à cette tâche », explique le représentant de l'ARMP.

Avec Togo First

Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5
France	5,7	Turquie	3,3

Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Exportations de biens et services (en % du PIB)	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8

Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

COMISSÃO DA CEDEAO

COMMISSION DE LA CEDEAO

Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation

ARAA



ECOWAS COMMISSION

Regional Agency for Agriculture and Food

RAAF

PROGRAMME D'APPUI A LA COMMERCIALISATION DU BETAIL EN AFRIQUE DE L'OUEST » PRIDECE/ PACBAO.

Avis à manifestation d'intérêt

Sélection d'un(e) consultant (e) en vue d'accompagner la COFENABVI dans l'organisation du Salon International du Bétail et de la Viande en Afrique Occidentale (SIBVAO AO) dans le cadre de la mise en œuvre de la composante 2 du « PROGRAMME D'APPUI A LA COMMERCIALISATION DU BETAIL EN AFRIQUE DE L'OUEST » PRIDECE/ PACBAO.

Référence : ARAA/PACBAO/2022/SCI/32

La Commission de la CEDEAO a reçu une subvention de la Confédération Suisse à travers la Direction de Développement et de Coopération (DDC) pour la mise en œuvre Programme d'appui à la commercialisation du bétail en Afrique de l'Ouest » PRIDECE/PACBAO. La Commission, à travers l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation, à l'intention d'utiliser une partie de cette subvention pour la « Sélection d'un(e) consultant (e) en vue d'accompagner la COFENABVI dans l'organisation du Salon International du Bétail et de la Viande en Afrique Occidentale (SIBVAO AO) dans le cadre de la mise en œuvre de la composante 2 du PACBAO. Les termes de références détaillés de l'appel à candidatures sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.dropbox.com/s/h8u9rmwqghf3iap/TDR%20Consultant%20Organisation%20SIBVAO%20FR.pdf?dl=0>

1. Eligibilité et qualifications

Cet avis est ouvert à toute personne ayant les qualifications requises telles que détaillées dans les termes de références ci-joint. L'attention des consultants individuels intéressés est particulièrement attirée sur l'article 117 du Code révisé des marchés publics de la CEDEAO (« Infractions commises par les candidats, les soumissionnaires et les lauréats »), qui fournit des informations sur les pratiques corrompues ou frauduleuses dans la concurrence ou l'exécution d'un contrat. En outre, veuillez-vous référer aux informations spécifiques suivantes sur les conflits d'intérêts liés à cette mission conformément à l'article 118 du Code des marchés publics révisé de la CEDEAO.

Le (a) consultant (e) doit être titulaire d'un diplôme universitaire de niveau Bac + 5 en sciences agronomiques spécialités Zootechnique, Pastoralisme, Productions Animales, Gestion de Projet, ou tout domaine connexe, agroéconomie, sciences du développement rural, ou toute autre discipline apparentée ; et remplir les conditions suivantes :

- Avoir au moins dix (10) ans d'expérience dans l'élaboration ou gestion de projets et programmes régionaux de développement ;
- Avoir une bonne connaissance de la politique agricole de la CEDEAO et une expérience dans l'élaboration de programmes régionaux de développement dans le domaine de filets sociaux de sécurité alimentaire et nutritionnel ;
- Avoir une expérience dans l'élaboration des outils organisationnels et institutionnels en faveur des organisations ;
- Avoir élaboré ou participé à l'élaboration pour au moins deux structures des documents relatifs aux bases organisationnelles et institutionnelles ;
- Posséder une bonne connaissance sur l'accompagnement et l'appui des organisations
 - Être familier avec l'environnement institutionnel des organisations régionales ouest-africaines (CEDEAO, UEMOA, CILSS) ;
 - Parfaite maîtrise du français) et être en capacité de communiquer également en anglais
 - Jouir de ses droits civiques et être de bonne moralité ;
 - Une solide expérience de travail en Afrique de l'Ouest est nécessaire.

2. Dossier de candidatures

Le dossier de candidature est constitué :

- Une lettre de manifestation d'intérêt, incluant le délai de disponibilité ;
- Une proposition technique contenant la proposition de la démarche méthodologique,
- Un cv du consultant détaillant l'expérience professionnelle et les missions similaires ;
- Une copie du diplôme ou des diplômes ;
- Copie des attestations de travail ou de service rendues énumérées dans le curriculum vitae.

3. Réception des candidatures

- Date et heure limite de réception des candidatures : **10 novembre 2022 à 17h00 GMT.**
- Liens de soumission : les candidatures seront soumises par téléchargement à l'adresse Dropbox <https://www.dropbox.com/request/quTrgNhdA7E1KQND2hod>
- Format des candidatures : la candidature doit être sous la forme d'un **seul fichier PDF.**

L'ARAA se réserve le droit de ne pas considérer les candidatures ne respectant pas les conditions de soumission ci-dessus.

4. Processus de Sélection

Le (a) consultant (e) sera sélectionné selon la méthode de sélection basée sur la qualification telle que définie dans le Code des marchés publics de la CEDEAO. Une interview d'évaluation des connaissances, compétences et aptitudes sera organisé avec les meilleurs candidats.

Seules les consultants présélectionnées seront contactées. A compétences égales, les candidatures féminines seront privilégiées.

L'ARAA se réserve le droit de ne pas donner de suite à cet avis.

5. Demande d'informations complémentaires

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires en écrivant aux adresses électroniques suivantes : procurement@araa.org cc : ctienon@araa.org, mnakorba@araa.org avec en objet « SCI32-Organisation SIBVAO AO »

6. Annexes

- Annexe 1. Termes de références en français ;
- Annexe 2. Termes de références en anglais ;
- Annexe 3. Termes de références en Portugais.

Le Directeur Exécutif

SALIFOU Ousseini



Téléphonie mobile

Celtiis, le 1er réseau 100% béninois opérationnel

A la taille des ambitions du gouvernement béninois pour une meilleure expérience de la téléphonie et du numérique, la Société béninoise des infrastructures numériques (SBIN) a lancé ses activités avec l'opérationnalisation de « Celtiis », le 1er réseau GSM 100% béninois. 3ème réseau GSM du pays, cette nouvelle marque s'implante avec une avalanche d'offres.

● Junior AREDOLA

S'il a fait la promesse de faire du Bénin le quartier numérique de l'Afrique de l'Ouest, le gouvernement béninois, progressivement, se donne les moyens pour y parvenir. 15 mois après le démarrage de la gestion déléguée de la Société béninoise d'infrastructures numériques (SBIN), l'inclusion numérique et digitale des populations amorce une nouvelle dynamique avec Celtiis, la 3ème licence mobile du Bénin. Lancée le vendredi 21 octobre 2022, cette plateforme 100% béninoise avec 80% de couverture nationale et dont la gestion déléguée est confiée à SONATEL, champion sous régional et leader des télécommunications en Afrique de l'Ouest, se décline sur trois (03) volets : la marque ombrelle « Celtiis » qui couvrira le volet commercial mobile et fixe ; la marque « Celtiis Cash » qui couvrira le volet mobile money ; et la marque « Celtiis Business » qui couvrira les volets Business pour les entreprises et services pour l'Etat. Présentant moult avantages dont, entre autres, le meilleur rapport qualité/prix, des offres à internet abordable sur le mobile comme sur le fixe, la gratuité de l'offre sur la voix fixe entre ses clients, Celtiis, selon Thérèse Tounkara, directrice générale de la SBIN, place au cœur de sa stratégie l'authenticité et se veut être le catalyseur de



l'écosystème du numérique au Bénin. A l'en croire, avec la gamme « internet connect », « l'internet est enfin accessible en abondance à tous » avec la 4G+. Concrètement, « désormais et pour la 1ère fois au Bénin, vous pouvez obtenir 1Go d'internet valable 3 jours à seulement 750F. Pour 1000 F seulement, vous pouvez obtenir 1,4Go internet valable 1 semaine (7 jours) et pour 3000 F seulement vous pouvez obtenir 4,2 Go internet valable 1 mois (30 jours). Fière d'avoir réussi à entrer dans l'écosystème de la téléphonie et du numérique béninois avec 100% de couverture dans le Grand-Nokoué, et 80% dans les localités du Bénin, « il est entièrement rare qu'un réseau dès sa première entrée sur le marché puisse avoir une telle perfor-

mance », s'est congratulée la DG SBIN.

A propos de Celtiis

Nom d'un arbre géant, plein de vertus, présent dans le patrimoine forestier du Bénin mais aussi en Afrique et au-delà, traduisant la volonté d'enracinement local, et de devenir un champion national de référence, Celtiis est en gestion déléguée pour les trois (03) prochaines années. Pour son plan de schéma directeur, la SBIN investira sur les 5 prochaines années, plus de 200 milliards de F CFA dont 50% sur fonds propres et 50% par les banques commerciales locales avec comme tête de file la BIIC et comme participants NSIA Banque, Orabank, BSIC, Coris Bank et la CDC Bénin.

Classement

Quels sont les marchés financiers les plus développés d'Afrique ?

Selon la dernière édition de l'Absa Africa Financial Markets Index, l'attractivité des marchés financiers africains est une réponse aux chocs futurs.

Alors que l'économie mondiale peine à se remettre des chocs successifs de la pandémie de Covid-19 et des effets de la guerre en Ukraine qui dure depuis huit mois, les économies africaines sont confrontées au double défi de redynamiser leurs marchés financiers tout en renforçant l'infrastructure par l'innovation technologique et les investissements stratégiques. Mais la pandémie a aussi marqué un tournant important. En effet, les places financières africaines visent désormais l'approfondissement des marchés intérieurs pour se prémunir des chocs exogènes et des sorties de capitaux. Objectif sur le long terme ? Permettre au continent d'atteindre son plein potentiel. Malgré ce contexte complexe, dix-neuf marchés financiers ont amélioré leurs performances pour figurer parmi les plus développés du continent africain, selon un rapport publié le 13 octobre par le groupe de services financiers sud-africain Absa Group et le Forum officiel des institutions monétaires et financières (OMFIF), un think tank spécialisé dans le domaine de la finance et de l'investissement public. Premier enseignement, l'Afrique est plus que jamais attentive à l'adaptation des normes pour répondre aux besoins des marchés internationaux, surtout dans une période où les investisseurs cherchent à diversifier les risques. Deuxièmement, l'approfondissement des marchés financiers locaux est désormais perçu comme un moyen optimal de se couvrir contre les risques de fluctuation économique internationaux. Enfin, troisième enseignement, les pays africains ont adopté



la finance durable et verte. L'objectif de ce classement est également de montrer comment les économies peuvent réduire les obstacles à l'investissement, et ainsi stimuler une croissance plus durable.

Un indicateur de l'attractivité des marchés africains

Le classement Absa Africa Financial Markets Index 2022 se base sur plus de 40 indicateurs regroupés en six catégories : la profondeur du marché, l'accès aux devises étrangères, l'environnement fiscal et réglementaire et la transparence du marché, la capacité des investisseurs locaux, l'environnement macroéconomique, et les normes juridiques et leur force exécutoire. Si l'Afrique du Sud, l'île Maurice et le Nigeria sont toujours en tête, d'autres pays ont enregistré de bons scores comme le Malawi, l'Égypte ou l'Ouganda, en passe de déloger Nairobi en tant que capitale financière de l'Afrique de l'Est. Tandis que les Seychelles ont fait face à d'immenses défis, dont une forte volatilité des taux de change. Le pays est le seul à avoir perdu des points dans les six piliers. Et neuf pays ont introduit des produits qui peuvent être classés comme verts ou durables. Le Kenya et le Maroc obtiennent les

meilleurs scores dans cet indicateur.

L'Afrique du Sud, Maurice et le Nigeria en haut

Le marché financier sud-africain obtient un score de 88 points dans ce classement, qui note 26 marchés financiers africains sur une échelle allant de 0 à 100 points. Ce marché « maintient ses solides performances, malgré les sorties massives de capitaux étrangers et la détérioration des indicateurs macroéconomiques » de la nation arc-en-ciel. L'indice est devenu une référence pour les investisseurs et les décideurs politiques pour apprendre des développements à travers le continent. L'île Maurice arrive en deuxième position dans le classement général, avec un score de 76 points, devant le Nigeria (69 points). Ces deux pays conservent leur rang par rapport à la précédente édition. « Le nombre de pays obtenant un score supérieur à 50 dans l'indice a doublé depuis notre première édition en 2017, et l'écart entre le trio de tête et le milieu du peloton s'est considérablement réduit. De manière impressionnante, 19 pays ont amélioré leur performance en 2022 dans un environnement difficile », a analysé le directeur général d'Absa Group, Arrie Rautenbach.

Afrique

Près de 66% de la faune sauvage a disparu depuis 1970

L'Afrique a perdu près de 70% de ses populations d'animaux sauvages en une cinquantaine d'années. C'est l'une des constatations de l'Indice planète vivante, outil de référence publié tous les deux ans par le Fonds mondial pour la nature (WWF). L'édition publiée le 13 octobre 2022 pointe le lien de plus en plus marqué entre perte de biodiversité et réchauffement climatique.

En Afrique, l'Indice planète vivante du Fonds mondial pour la nature (WWF) évalue la perte de la faune sauvage à 66% en moyenne, entre 1970 et 2018. « Un exemple flagrant est celui du parc national de Kahuzi Biega, en République démocratique du Congo (RDC), où le nombre de gorilles des plaines orientales a baissé de 80%, en premier lieu par la chasse », explique Alice Ruhweza, directrice Afrique du WWF. Le rapport

présenté le 13 octobre 2022 lors d'une conférence de presse internationale en ligne, indique que le déclin de la faune sauvage est dû au changement climatique, qui intervient en troisième position après la destruction des habitats naturels et le braconnage. « Bien qu'étant le troisième facteur, le rôle changement climatique augmente très vite », met en garde Marco Lambertini, directeur général du WWF. Le responsable pointe la pollution de l'air, de l'eau



et du sol, ainsi que la dissémination par l'homme des espèces invasives.

L'intensification des efforts de conserva-

tion

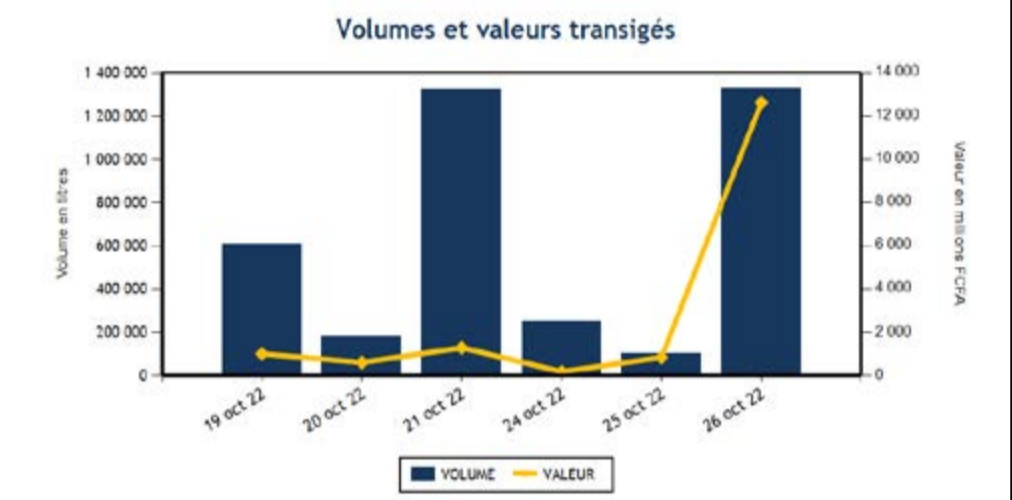
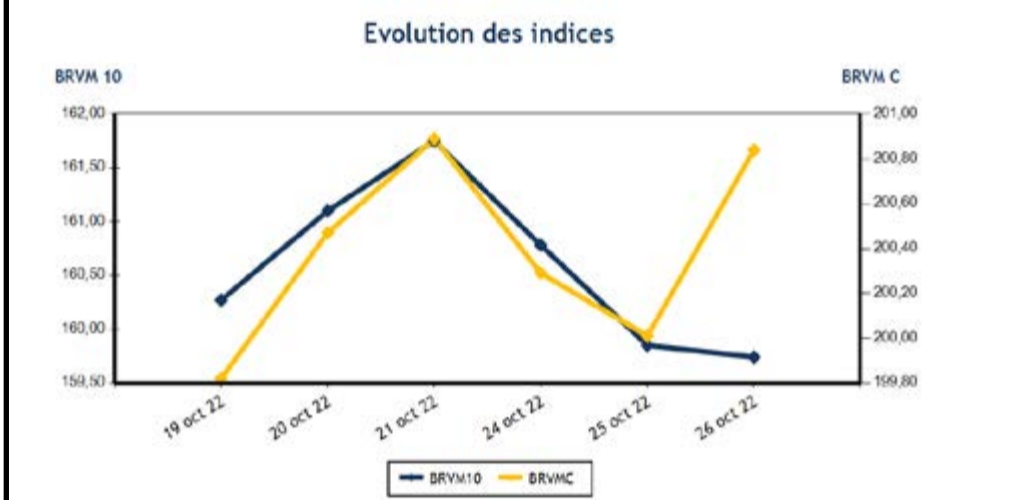
À l'échelle planétaire, le rapport situe à 70% le niveau de perte de la faune sauvage, durant les cinquante dernières années. Pour inverser

la courbe de la perte de biodiversité et atténuer le changement climatique, le rapport plaide pour l'intensification des efforts de conservation et de restauration, la production et la consommation d'aliments plus durables et la décarbonation rapide de tous les secteurs économiques. Publié tous les deux ans, l'Indice planète vivante est l'outil de référence du WWF pour l'évaluation de la faune sauvage. Il intervient à quelques semaines

de la quinzième conférence des Nations unies sur biodiversité (COP15) prévue en décembre 2022 à Montréal au Canada. Pour le WWF, les gouvernements doivent se saisir de cette ultime opportunité pour adopter un accord mondial ambitieux, capable de sauver les espèces sauvages. Un accord similaire à celui de 2015 à Paris en France, sur le changement climatique.

Avec afrik21

BRVM 10	159,74	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 206 mercredi 26 octobre 2022 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	200,84
Variation Jour	↓ -0,07 %		Variation Jour	↑ 0,41 %
Variation annuelle	↑ 4,06 %		Variation annuelle	↓ -0,71 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 045 160 338 993	0,42 %
Volume échangé (Actions & Droits)	112 438	13,69 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	465 738 690	-42,35 %
Nombre de titres transigés	44	2,33 %
Nombre de titres en hausse	13	-13,33 %
Nombre de titres en baisse	15	-11,76 %
Nombre de titres inchangés	16	45,45 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 767 174 077 601	0,01 %
Volume échangé	1 214 557	45 542,88 %
Valeur transigée (FCFA)	12 145 571 900	45 330,50 %
Nombre de titres transigés	6	-25,00 %
Nombre de titres en hausse	2	100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	3	-50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	107 500	7,50 %	-31,09 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 185	7,24 %	23,44 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	5 700	6,54 %	-8,06 %
BOLLORE (SDSC)	1 685	6,31 %	-34,44 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	6 100	6,18 %	15,09 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	1 100	-7,17 %	50,68 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	800	-6,98 %	-10,61 %
SAPH CI (SPHC)	4 720	-6,53 %	-9,14 %
TOTAL SN (TTLS)	2 305	-2,54 %	16,71 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 400	-1,41 %	-5,72 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	103,10	1,92 %	-6,37 %	17 030	45 877 300	26,24
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	461,92	-0,08 %	2,91 %	12 505	152 205 005	9,17
BRVM - FINANCES	15	75,74	0,77 %	-1,80 %	66 712	183 558 345	7,25
BRVM - TRANSPORT	2	410,91	6,16 %	-33,95 %	2 466	3 949 670	6,58
BRVM - AGRICULTURE	5	294,22	-1,64 %	20,92 %	10 072	73 003 895	5,73
BRVM - DISTRIBUTION	7	375,97	-0,26 %	-7,72 %	2 997	6 422 875	27,08
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 357,27	-7,17 %	50,69 %	656	721 600	13,21
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-







Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	7,92	
Taux de rendement moyen du marché	7,33	
Taux de rentabilité moyen du marché	8,35	
Nombre de sociétés cotées	45	
Nombre de lignes obligataires	108	
Volume moyen annuel par séance	1 067 987,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	2 022 257 960,48	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	26,38	
Ratio moyen de satisfaction	48,25	
Ratio moyen de tendance	182,92	
Ratio moyen de couverture	54,67	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	6,72	
Nombre de SGI participantes	26	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 Bénin Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin Avenue Charles de Gaulle, Cotonou Tél : (229) 21 31 23 26 Fax : (229) 21 31 23 27	 Côte d'Ivoire Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation 18, Rue Joseph ANOMA C/O BP 2002 Abidjan 01 Tél : (229) 20 31 51 51 Fax : (229) 20 32 47 77	 Mali Immeuble SOHAWA, AO 2000 Hamidou B.P. 1286 - Bamako Tél : (229) 44 80 10 10 Fax : (229) 44 80 10 11	 Niger Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation BP 10 200 Niamey Tél : (227) 20 13 80 83 Fax : (227) 20 13 80 87	 Togo 7, rue Jean-Marcel BP 4000, Cotonou - Phnom Penh Tél : (229) 22 44 15 18 Fax : (229) 22 44 15 18	 Bénin 4001, Boulevard O. GNANONGBE Eyalé, Lomé BP 2000 Lomé Tél : (229) 22 44 25 16 Fax : (229) 22 44 25 17
--	---	---	---	--	--

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Devises

L'euro repasse au-dessus de la parité avec le dollar

La monnaie européenne s'échangeait à 1,0015 dollar mercredi vers 12h30, une première depuis mi-septembre.

L'euro repassait mercredi au-dessus de la parité avec le dollar pour la première fois depuis mi-septembre, profitant d'un accès de faiblesse du billet vert et d'un possible nouveau tour de vis de la BCE. La livre, de son côté, continuait à reprendre des couleurs, le nouveau Premier ministre Rishi Sunak rassurant les marchés après la débâcle du gouvernement éphémère de Liz Truss, qui avait envoyé la monnaie britannique à son plus bas niveau historique.

Hausse des taux attendue

L'euro gagnait 0,49% à 1,0015 dollar vers 10h30 GMT, profitant «d'une réduction passagère des inquiétudes sur l'énergie et des anticipations de remontée de taux l'année prochaine en Europe après la nouvelle forte contraction des indicateurs d'activité PMI» publiés lundi, explique Guillaume Dejean, de Western Union. Selon cet indice servant de baromètre de l'économie, le recul de l'activité économique en zone euro s'est fortement accéléré en octobre dans le secteur privé, renforçant la crainte d'une récession. Les investisseurs s'attendent ainsi à ce que la Banque centrale européenne (BCE) frappe fort en relevant à nouveau ses taux d'intérêt de 0,75 point, ce qui devrait soutenir la monnaie unique. L'institut monétaire européen avait déjà relevé ses taux directeurs à deux reprises depuis l'été, de 0,50 point en juillet, et 0,75 point en septembre. Et s'il est «peu probable que la zone euro évite une récession», le temps doux et «la



baisse significative des prix de l'énergie, en particulier du gaz, pourraient apporter un certain soulagement» à court terme, affirme Thu Lan Nguyen, de Commerzbank. L'analyste met cependant en garde: «il est encore trop tôt pour espérer un retournement durable» concernant la crise énergétique en Europe qui a érodé le pouvoir d'achat des consommateurs ces derniers mois.

Dépréciation du dollar

L'euro profitait aussi largement du recul du dollar, après une série d'indicateurs économiques défavorables. Le billet vert «est tombé à son plus bas niveau depuis trois semaines en raison des signes de ralentissement de l'économie aux États-Unis et des attentes d'une hausse moins radicale de la part de» la Réserve fédérale, commente Victoria Scholar, analyste chez Interactive Investor. La confiance des consommateurs s'est par exemple dégradée plus qu'attendu aux États-Unis en octobre, selon l'indice du Conference Board publié mardi, en raison de l'inflation persistante et la perspective d'une récession. Le dollar pourrait pâtir d'un relèvement moins agressif que prévu des taux par la Ré-

serve fédérale (Fed). «Mais rien d'officiel n'indique pour l'instant un éventuel adoucissement du ton de la Fed», tempère Ipek Ozkardeska, analyste chez Swissquote.

La livre surfe sur le dollar

La livre sterling bénéficiait aussi de la faiblesse du dollar, et renouait avec un niveau plus vu depuis mi-septembre face au billet vert, avant le désastreux «mini-budget» de l'ex-Première ministre Liz Truss. Ces mesures avaient fait plonger la devise à son plus bas historique. La livre prenait 0,78% à 1,1561 dollar, après être montée jusqu'à 1,1620 dollar. La devise britannique avait commencé la semaine sur une note positive, puis s'était envolée mardi, gagnant presque 2% face au dollar, surfant à la fois sur le recul du billet vert et la prise de fonction du nouveau Premier ministre britannique Rishi Sunak, bien perçu des investisseurs. «Il ne fait aucun doute que l'arrivée de Rishi Sunak au poste de Premier ministre a contribué à apaiser les craintes d'une politique budgétaire imprudente», affirme Neil Wilson, de Markets.com.

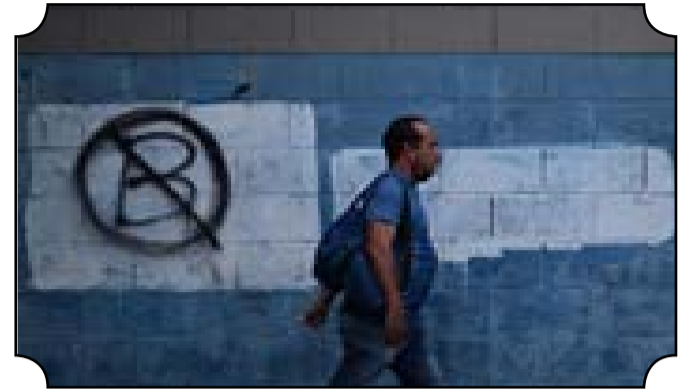
(AFP)

Salvador

Le bitcoin est «un échec» selon une majorité de Salvadoriens

Selon une étude universitaire, trois Salvadoriens sur quatre n'ont jamais utilisé le bitcoin, adopté comme monnaie légale au Salvador il y a 14 mois.

Le bitcoin, dont les cours sont à la baisse, est utilisé par une minorité de Salvadoriens qui considèrent ce pari emblématique du président Nayib Bukele comme «un échec», selon une enquête universitaire publiée mardi. Quelque 75,6% des personnes interrogées disent n'avoir jamais utilisé la cryptomonnaie en 2022, et 77% considèrent que son adoption il y a 14 mois comme monnaie légale, à côté du dollar, «a été un échec», révèle le sondage mené par l'Université jésuite d'Amérique centrale (UCA). Le bitcoin «est la mesure la plus impopulaire du gouvernement, la plus critiquée et la plus mal appréciée», a déclaré le recteur de l'UCA, Andreu Oliva, commentant les résultats de l'étude. L'idée du président Bukele était de favoriser les transferts d'argent des quelque 3 millions d'émigrés, principalement aux États-Unis, vers leurs proches restés au pays, en économisant les frais bancaires. Un enjeu stratégique, puisque ces transferts pèsent plus du quart du PIB du Salvador.



● Un homme devant un tag anti-bitcoin, à San Salvador, le 18 octobre 2022. AFP

Mais selon les données de la Banque centrale salvadorienne début septembre, un an après l'instauration du bitcoin, «moins de 2%» des envois d'argent des émigrés sont passés par la cryptomonnaie. En septembre 2021, le bitcoin tournait autour de 45'000 dollars, puis en novembre il a atteint 68'000 dollars mais après une chute vertigineuse il se négocie actuellement sous les 20'000 dollars. Profitant de la dégringolade du prix, le président Bukele a acheté 80 bitcoins avec des fonds publics en juillet, portant le total des réserves du Salvador à 2381 unités. Selon l'étude de

l'UCA, 77% de Salvadoriens estiment que leur président «ne devrait pas continuer à dépenser l'argent public pour acheter du bitcoin». L'enquête s'est également penchée sur le régime d'exception en place au Salvador depuis mars dans le cadre de la «guerre» aux gangs décrétée par Nayib Bukele, qui a entraîné l'arrestation de 55'000 membres présumés de bandes criminelles, les redoutables «maras». La population l'approuve toujours massivement, à 75,9%, mais à neuf points de moins qu'en mai (84,8%).

(AFP)

Dégringolade du prix

France

Les hôpitaux se préparent pour résister cet hiver à la crise de l'énergie

Gros consommateur d'énergie, le secteur hospitalier français met en place des mesures d'économie. Parmi elles, baisse du chauffage, même dans les chambres, et utilisation d'ampoules LED.

Le chauffage baissé dans les chambres à 22 degrés, changement des ampoules... Les hôpitaux français se préparent à l'hiver, sur fond de flambées des coûts de l'énergie. Par précaution, ils doivent s'approvisionner en fioul au cas où ils devraient activer les groupes électrogènes de secours. Or, ils ne bénéficieraient pas du bouclier tarifaire mis en place par le gouvernement pour les particuliers et les petites entreprises. Leurs factures «devraient être multipliées en moyenne par trois ou quatre», selon Rudy Chouvel, responsable développement durable à la Fédération hospitalière de France. «Cela représente des millions d'euros et va rendre la gestion financière de beaucoup d'établissements très difficile», relève-t-il.

Une consommation équivalente à celle de 5 millions de foyers

Le secteur hospitalier est un mastodonte: ses établissements publics et privés représentent 130 millions de mètres carrés selon l'Anap, l'agence nationale qui aide les établissements de santé à améliorer leurs services. Soit une consommation électrique équivalente à celle de 5 millions de foyers. Outre l'électricité, les hôpitaux sont également de grands consommateurs de gaz pour le chauffage, l'eau chaude sanitaire, les services de blanchisserie ou encore les cuisines. Plus que jamais, l'heure est à la réduction de la consommation énergétique dans les services hospitaliers. Les établissements sont encouragés à mettre en œuvre des mesures immédiates et à procéder à un audit de leur consommation énergétique afin de définir les possibles économies. Parmi les mesures préconisées par les agents chargés de mener la transition énergétique au sein des hôpitaux, une température à 22 degrés dans les chambres des patients (contre

souvent 24 degrés actuellement) et de 19 degrés dans les locaux administratifs.

La pédagogie, facteur essentiel au changement des habitudes

Le Ministère de la santé et deux agences nationales ont lancé le recrutement de 150 personnes dédiées à la transition énergétique des établissements sanitaires et médico-sociaux. L'un d'eux, Julien Bestion est chargé de mettre en place des mesures «simples» (remplacer les ampoules obsolètes par des LED, installer des détecteurs de présence, etc.) des établissements sanitaires et médico-sociaux dans le Tarn (sud-ouest) afin de réduire de 10% la consommation des 25 structures qu'il accompagne. Il souligne «l'importance de la pédagogie car tous ces gestes ne font pas encore partie des habitudes».

(AFP)

Protection des animaux

Des éléphants arrachés à leur vie sauvage

Des éléphants sont exportés par avion d'Afrique vers le golfe Persique. Un photographe suisse dénonce ce commerce. Mais la Convention de Washington sur la protection des espèces ne s'applique pas ici.

Depuis plus d'une année, des éléphants sont exportés de Namibie vers les Émirats arabes unis à bord de Boeing 747. Les pachydermes s'en vont rejoindre le Sharjah Safari Park et le zoo d'Al-Ain, à Abu Dhabi. Selon les informations officielles, les deux installations servent à protéger la faune. «C'est une excuse. En réalité il s'agit d'argent et de symboles de prestige», explique au «SonntagsBlick» Karl Ammann, écologiste et pho-



tographe animalier saint-gallois, qui a dénoncé sous un pseudonyme ce commerce sur le site d'informations «The New Arab», en septembre dernier. Au total, le Sharjah Safari Park et le zoo

d'Al-Ain ont versé l'équivalent d'environ 3,3 millions de francs. Le gouvernement namibien a reçu moins de 100'000 francs. Le reste est

(cle)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Rendez-vous technologique et collaboratif (Gitex Global)	10-14 octobre 2022	Dubaï, Emirats Arabes Unis	https://gitex.com/
Salon international des innovations et solutions pour le secteur parfumerie-cosmétiques	12-13 octobre 2022	France	https://www.cosmetic-360.com/
Salon International des Acteurs Economiques Madagascar	13-16 octobre 2022	+ 261 34 33 796 15 / + 261 34 28 612 40	federationcci@gmail.com / commercial@siae-madagascar.com
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Sydney, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844
6 ^e Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1 ^{er} au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependancepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

HOROSCOPE finance

Bélier Redoublez de vigilance en matière financière. Vous serez en effet tenté d'accorder trop facilement votre confiance. Ne vous laissez pas entraîner dans des aventures financières hasardeuses par des personnes peu fiables. Ouvrez l'œil ! Evitez, également, de dépenser à tort et à travers. Vous devrez absolument vous résoudre à être plus rigoureux dans la gestion de vos finances, et apprendre à ne plus céder à toutes vos envies d'achat tout en "oubliant" de régler vos charges.

Taureau Avec cet aspect de Pluton, vous pourrez gérer votre budget sans trop de souci. Mais vous devrez tout de même rester assez vigilant à cause de Neptune, qui pourra vous brouiller les idées et vous pousser à prendre des décisions inadaptées.

Gémeaux De bonnes influences sur le plan financier, qui vous permettront de remonter la pente. A condition de ne pas vous précipiter aussitôt dans les magasins ! Songez à faire des économies, même si vous trouverez cela extrêmement difficile.

Cancer Saturne relâchera sa pression, ce qui devrait vous permettre de retrouver un meilleur équilibre budgétaire. Vous allez sortir de la période de vaches maigres, et l'amélioration de vos finances commencera à se faire sentir.

Lion Vous ne manquerez pas de chance et de charme. Tout devrait vous réussir sur le plan financier. Alors, profitez-en pour faire des transactions. Si vous êtes en affaires, ce sera le temps de faire fortune. Ne doutez pas de vos capacités.

Vierge Grâce au soutien de Pluton, vous pourrez améliorer votre niveau de vie. Mais attention, il faudra vous méfier de votre tendance actuelle à la dilapidation. Ce sera le moment où jamais, par exemple, d'acheter une maison qui vous convienne ; vous trouverez une occasion fort intéressante et pourrez réaliser un emprunt dans de très bonnes conditions. Pensez aussi à placer vos économies ou à les investir : vous y gagnerez.

Balance Attention ! Votre optimisme actuel, qui frise allégrement la griserie, pourrait vous incliner à faire des emprunts au remboursement desquels vous ne pourriez faire face plus tard. Evitez comme la peste les dépenses de prestige.

Scorpion Profitez de cet aspect de Neptune pour trouver le moyen d'améliorer votre situation matérielle. Mais n'allez pas pécher par excès de confiance, ou vous commettrez des imprudences.

Sagittaire Vous aurez encore intérêt à surveiller de plus près votre équilibre financier et à contrôler vos envies de dépenses. Si vous avez un achat important à faire, ou des placements à revoir, réfléchissez longuement avant d'agir, et méfiez-vous de ceux qui donnent des conseils à la légère, sans savoir vraiment de quoi ils parlent.

Capricorne Votre situation financière méritera toute votre attention. Si vous n'y prenez garde, vous risquez d'avoir des ennuis d'argent bientôt. Alors, ne commettez pas d'imprudences, ou l'influx de Pluton vous enfoncera.

Verseau Dans le domaine financier, la journée s'annonce morose. Vous devrez absolument éliminer les dépenses superflues pour réussir à équilibrer votre budget. Mais la situation pourra changer si vous jouez à un jeu de hasard ; consultez votre nombre de chance du jour.

Poissons Neptune en cette position pourrait vous souffler des idées totalement inadaptées ou de vous mettre face à des personnes indécates, pour ne pas dire franchement dissimulatrices. Prudence, donc, sur le front pécuniaire. Prudence, aussi, si vous devez signer des contrats ; relisez-en bien tous les détails.

L'économiste

Premier Quotidien Économique du Togo - REC N°0602/11/12/13/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Nicole ESSO
Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU



SALON DES BANQUES & PME DE L'UEMOA



Un salon d'Affaires, de l'Innovation et de Partages

8^{ème}
Edition

LOME TOGO

1^{er} au 5 Nov. 2022

THÈME :

« FINANCEMENT ET INVESTISSEMENT DES PME DE L'UEMOA, FACE AUX CRISES ET MUTATIONS DES ÉCONOMIES : INNOVATIONS, RÉSILIENCE ET CROISSANCE INCLUSIVE »



CAMPS PME

INNOVATIVE PROJECTS

CARAVANE DES PME DE L'UEMOA

PME AWARDS

JOURNÉE THÉMATIQUE

VILLAGES DES EXPO (CARREFOUR DES PME)

SME NETWORKING

RÉSEAUTAGE & PARTENARIATS

DÉCOUVERTES CULTURELLE & TOURISTIQUE

Inscription sur www.salonpmeuemoa.org

Redynamisons les PME de l'UEMOA!

Secrétariat Permanent : (226) 7667 6690 Fundraising : (228) 90 01 07 47
Point Focal Togo : (228) 91 36 85 69 Chargé de l'international : +32 485 275 909

Autres Points Focaux : (221) 774147704 • (223) 74534024 • (225) 0708238636 •
(226) 70336233 • (227) 91307515 • (229) 61333235 • (245) 6266282

 @SalonBanquesPMEUEMOA

 salonpme@gmail.com

 www.salonpmeuemoa.org

Détection de cas groupés d'oreillons**Le ministre de la santé rappelle plusieurs mesures d'hygiène**

Pr Moustafa MIJIYAWA, ministre de la santé, informe le public de la détection de cas groupés d'oreillons chez des enfants d'âge scolaire dans l'Oti. Pour éviter la propagation de cette maladie, le ministre rappelle plusieurs mesures d'hygiène dans ce communiqué.



Communiqué du Ministre de la Santé de l'Hygiène Publique et de l'accès Universel aux Soins

Des cas groupés d'oreillons ont été observés chez des enfants d'âge scolaire dans le district de l'Oti, dans la région des Savanes. Aucun décès n'a été enregistré à ce jour.

Les oreillons sont dus à un virus qui se transmet par des gouttelettes de salive émises par la personne infectée. Il s'agit d'une maladie habituellement bénigne, mais pouvant entraîner de nombreuses complications en cas d'immunité faible.

La maladie se manifeste par un gonflement qui apparaît en avant d'une ou des deux oreilles, avec des difficultés à mâcher et à avaler, une fièvre modérée, et des maux de tête. D'autres signes peuvent apparaître en lien avec des complications.

Face à cette situation, le Ministre de la Santé, de l'Hygiène Publique et de l'Accès Universel aux Soins rappelle à toute la population togolaise l'observation régulière des mesures d'hygiène pour prévenir la maladie :

- laver régulièrement et soigneusement les mains à l'eau et au savon, ou avec des solutions hydroalcooliques,
- couvrir la bouche et le nez avec un mouchoir ou avec le creux du coude avant de tousser ou d'éternuer, puis jeter immédiatement le mouchoir dans une poubelle, tout en évitant de cracher sur le sol,
- éviter la fréquentation scolaire en cas de signes suspects
- consulter dans la formation sanitaire la plus proche pour une prise en charge rapide et adéquate.

Des dispositions ont été prises par le Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de l'Accès Universel aux Soins pour assurer la détection précoce des cas de maladies à potentiel épidémique, notamment des oreillons, la prise en charge des cas dans les formations sanitaires, et la sensibilisation dans les communautés.

Le Ministre en charge de la santé compte sur le civisme et la vigilance de tous pour éviter la propagation de cette maladie dans notre pays.

Fait à Lomé, le 25 octobre 2022
Professeur Moustafa MIJIYAWA
Ministre de la Santé de l'Hygiène Publique et de l'accès Universel aux Soins

Premier League**Unai Emery nommé nouvel entraîneur d'Aston Villa**

C'était dans les tuyaux et c'est désormais officiel : Unai Emery quitte le banc de Villarreal et retourne en Angleterre où il deviendra, à partir du 1er novembre, le nouveau tacticien d'Aston Villa en lieu et place de Steven Gerrard, limogé la semaine dernière.

Les Villans ont accepté de payer la clause libératoire de l'Espagnol, avoisinant les 6 millions d'euros. Avant de rejoindre la ville de Birmingham, Emery tiendra une ultime conférence de presse mardi, en présence de la direction du club, pour annoncer officiellement son départ du club : «Aston Villa est ravi d'annoncer la nomi-

nation d'Unai Emery en tant que nouvel entraîneur-chef du club», a écrit le club britannique dans le communiqué publié sur le site officiel du club. Le club espagnol a, quant à lui, remercié l'ancien coach du PSG en soulignant le très bon travail effectué depuis 2020 : «Emery est entré dans l'histoire du Villarreal CF pour être devenu le pre-

mier entraîneur à remporter un titre avec le club, l'UEFA Europa League, en plus de l'exploit historique des demi-finales de la Ligue des champions de la saison dernière et de la qualification de l'équipe pendant deux années consécutives à l'Europe», peut-on lire dans le message envoyé sur Twitter.

Avec [footmercato.net](https://www.footmercato.net)

Togo / Religion**Un nouvel évêque à Atakpamé**

Le Saint-Père a nommé mercredi 26 octobre le Père Moïse Touho évêque du diocèse d'Atakpamé, au Togo. Il était jusqu'à présent curé de la paroisse Saint François-Xavier à Badou, dans le même diocèse.

Monseigneur Moïse Touho est né le 31 décembre 1963 à Tomegbe, dans le diocèse d'Atakpamé. Il a étudié au grand séminaire de Saint-Gall à Ouidah, au Bénin, puis au séminaire de Crémone en Italie, où il a été ordonné prêtre le 27 juin 1992 pour le compte du diocèse d'Atakpamé. Après son ordination, il a occupé successivement les fonctions de vicaire paroissial à Blitta (1993-1994), curé de Kpéplémé (1994-1995), puis secrétaire particulier de l'administrateur apostolique d'Atakpamé (1995-1998). Il obtient une licence en théologie spirituelle à l'Université pontificale salésienne de Rome (1998-2000). A son retour au Togo, il assure les charges suivantes : responsable du centre de spiritualité d'Agbandi (2000-2002),



administrateur (2002-2006) puis curé de Saint Augustin à Agadji (2006-2017). Depuis 2017, il était curé de la paroisse Saint-François-Xavier à Badou, membre du conseil presbytéral et vicaire forain. Il succède ainsi à Monseigneur Nicodème Barrigah-Benissan, nommé archevêque de Lomé en novembre 2019, qui continuait à gouverner le diocèse d'Atakpamé comme administrateur apostolique. Suffragant de l'archidiocèse métropolitain de Lomé, le

diocèse d'Atakpamé a été érigé le 23 septembre 1964. Monseigneur Moïse Touho en sera le cinquième ordinaire après Monseigneur Nicodème Barrigah-Benissan (2008-2019), Monseigneur Julien Mawule Kouto (1993-2006), Monseigneur Philippe Fanoko Kossi Kpodzro (1976-1992) et Monseigneur Bernard Oguki-Atakpah (1964-1976).

Vatican News

Cinkassé**Le budget citoyen 2022 présenté aux acteurs de la préfecture**

Une délégation des cadres du ministère de l'Economie et des Finances conduite par le directeur administratif et financier, Amadou Abdel Fatal a présenté le budget citoyen 2022 aux autorités locales, à la société civile et aux opérateurs économiques de Cinkassé le mardi 25 octobre.

L'intérêt de cette démarche est d'informer les acteurs sur l'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques et de leur faire connaître le contenu des prévisions budgétaires de l'Etat afin qu'ils aient une perception simplifiée. Les participants ont été instruits à travers des exposés sur le processus budgétaire, les dispositions fiscales, le contexte et hypothèse d'élaboration du budget de l'Etat exercice 2022 et la présentation du budget exercice 2022. Le directeur administratif et financier, Amadou

Abdel Fatal a indiqué que le budget citoyen est un document simplifié de la loi des finances qui résume les principales lignes figurant dans ladite loi. Il a expliqué qu'à travers cette loi, le citoyen peut déterminer de façon simple comment les dépenses sont réparties pour financer les services publics. Selon lui, le budget citoyen permet d'informer les citoyens sur les secteurs prioritaires auxquels sont allouées les ressources de l'état en vue de les amener à contribuer davantage. Le préfet de Cinkassé, le commandant Yanani Tiekabe a loué les efforts du ministre de

l'Economie et des Finances en matière de renforcement de la transparence budgétaire au Togo. Il s'est aussi réjoui de cette rencontre qui a permis aux acteurs d'avoir une vision claire des allocations sectorielles des ressources de l'Etat. Le commandant Yanani Tiekabe a invité les maires des deux communes de la préfecture à s'inscrire dans cette dynamique afin que les budgets municipaux soient mieux connus des populations à la base pour susciter une meilleure adhésion des citoyens aux affaires locales.

ATOP/BB/MG

Le Togo en chiffres

Produits échangés		Produits échangés		Produits échangés	
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020	2,2 Mds USD de produits importés en 2020	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4	Riz	2,7
Produits de beauté ou de maquillage	8,3	Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...		Fèves de soja, même concassées	2,7	Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

SALON
FERIN
4^{ème} édition

1^{er}-05
Nov.
2022

Palais des
Congrès

Le FERIN VILLAGE

Mais, qu'est ce que c'est ?



Il s'agira d'une grande tente d'exposition sur l'esplanade du Palais des congrès où les exposants seront répartis par domaines d'activités dénommés des quartiers.

Ainsi, on y retrouvera le quartier des banques, de l'immobilier, de l'agro-business, de l'éducation, du digital, du divertissement, des cosmétiques, etc. Avec au centre, une place publique pour les grands affairages (talk-shows, rencontres B2B & B2C, tête à tête avec...)

www.salonferin.com +228 92 96 16 16 / 99 72 16 16 #SalonFerin

Mis en oeuvre par
TERREAU
Fertile